

Paris, le

14 FEV. 2014

Monsieur Olivier Japiot



Conseil supérieur
de la propriété
littéraire et artistique

Monsieur, *chm oliv'ia*

La France doit transposer en droit interne avant le 29 octobre 2014 la directive 2012/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 sur certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines. Ce texte crée au sein de l'Union européenne un cadre juridique permettant un accès transfrontière licite en ligne aux œuvres orphelines conservées par certaines institutions, notamment les bibliothèques, les musées et les archives, pour une utilisation des œuvres orphelines dans l'exercice de leurs missions d'intérêt public.

La directive établit un cadre commun définissant les œuvres orphelines, les bénéficiaires ainsi que les usages autorisés. Elle prévoit un mécanisme de reconnaissance mutuelle entre États membres afin que la « recherche diligente » entreprise dans l'État de première publication de l'œuvre puisse être mutualisée, puisqu'une œuvre considérée comme orpheline dans un État membre sera considérée comme orpheline dans tous les États membres.

Afin de préparer la transposition de cette directive en concertation avec les acteurs concernés, le ministère de la culture et de la communication souhaite faire appel à l'expertise du Conseil supérieur, qui a déjà eu l'occasion de travailler sur la question des œuvres orphelines à deux reprises. Sous la présidence de Maître Jean Martin, une commission s'est penchée en 2008 sur la question, tant juridique qu'économique, de l'exploitation des œuvres orphelines. En 2011, Jean Martin a également conduit une mission d'analyse du projet de directive élaboré par la Commission européenne, aux fins d'établir des recommandations pour le gouvernement français en vue de la négociation du texte.

Je souhaite donc vous confier une mission tendant à la préparation de l'écriture des dispositions transposant la directive dans le code de la propriété intellectuelle, sous la forme d'un rapport qui sera présenté devant le Conseil supérieur et remis en juin 2014 à la ministre de la culture et de la communication. Compte tenu du délai imparti, vous vous attacherez à étudier les options de transposition en droit français en concentrant votre analyse sur le champ défini par la directive. Vous veillerez à analyser l'impact des nouvelles dispositions sur le droit français existant, notamment

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
France

Téléphone 01 40 15 82 16
Télécopie 01 40 15 88 45
cspla@culture.gouv.fr
www.culture.gouv.fr/cspla

en ce qui concerne l'articulation avec le régime des livres indisponibles, et à expliquer les choix d'écriture que vous proposez.

Pour conduire vos travaux, vous pourrez vous appuyer sur les contributions des membres du Conseil supérieur et vous serez assisté par Madame Anne Iljic, auditeur au Conseil d'État, qui a accepté d'être le rapporteur de la mission.

Vous remerciant d'avoir accepté de conduire cette première mission en tant que personnalité qualifiée du Conseil supérieur, et dans des délais contraints, je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Avec toute ma amitié



Pierre-François Racine